



La FIACAT et l'ACAT Espagne-Catalogne demandent la libération des leaders catalans actuellement en détention préventive injustifiée

Paris, Barcelone le 26 février 2018 – Les leaders catalans Jordi Sánchez, Jordi Cuixart, Oriol Junqueras et Joaquim Forn sont toujours en détention préventive dans des prisons madrilènes alors même que de nombreuses organisations de la société civile dénoncent le caractère injustifié et disproportionné de cette détention.

La Cour suprême espagnole a confirmé en date du 6 février 2018 le maintien en détention préventive de Jordi Sánchez, président de l'association ANC aux côtés de Jordi Cuixart, président de l'association OMNIUM, deux associations à caractère pacifique. Les personnes prénommées sont en détention préventive depuis le 16 octobre 2017, soit plus de 4 mois.

Le vice-président de l'ancien gouvernement catalan, Oriol Junqueras et Joaquim Forn, ex-Ministre de l'Intérieur, ont également été placés en détention préventive depuis le 2 novembre 2017. Ils y demeurent jusqu'à ce jour.

Ils sont tous les quatre poursuivis pour les infractions de rébellion et sédition. La société civile espagnole et internationale s'est cependant mobilisée pour dénoncer cette détention qu'elle juge arbitraire. Ainsi, l'avocat britannique Ben Emmerson¹ a saisi le Groupe de travail des Nations Unies sur la détention arbitraire du cas de ces leaders catalans.

Ce n'est pas la décision de la Cour constitutionnelle de suspendre la loi sur le référendum catalan qui est ici remise en cause, mais une restriction disproportionnée à la liberté d'expression de ces quatre personnes. Les poursuites judiciaires pour rébellion et sédition, crimes particulièrement graves pouvant entraîner des peines allant jusqu'à 10 ou 30 ans d'emprisonnement, et non pour atteinte à l'ordre public, ne paraît pas appropriée pour des actes consistant en un usage non-violent de leur liberté d'expression et de leur droit de réunion pacifique.

Au vu des obligations de l'Espagne souscrites au titre du Pacte international de 1966 sur les droits civils et politiques, la FIACAT et l'ACAT Espagne-Catalogne dénoncent la détention prolongée et arbitraire de ces quatre leaders catalans, dans le cadre des poursuites judiciaires pour rébellion et sédition, qui constitue une mesure disproportionnée à la gravité de leurs actes et demandent leur mise en liberté immédiate.

Contacts presse :

- **ACAT Espagne-Catalogne** : Emili Chalaux i Ferrer, echaloux@gmail.com - +34 650 968 998
- **FIACAT** : Sabrina Bignier, saa@fiacat.org - +33 (0)1 58 64 10 47

¹ Ancien rapporteur spécial des Nations Unies sur les droits de l'homme et la lutte contre le terrorisme.